

Burundi : au moins 17 arrestations à la suite de violences postélectorales

Arrib News, 03/06/2010 – Source AFP Au moins 17 cadres et militants de plusieurs partis d'opposition ont été arrêtés pour "rébellion et atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat" au Burundi, à la suite de violences post-électorales dans un quartier de Bujumbura samedi, a-t-on appris jeudi de sources concordantes. "17 militants des partis (d'opposition) FNL, Frodebu et UPD qui ont été arrêtés samedi au cours des événements dans le quartier de Kinama sont détenus dans les caches de la Brigade spéciale de recherche (BSR) de la police pour rébellion et atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat", a indiqué Pierre Claver Mbonimpa.

M. Mbonimpa, une des principales figures de la société civile burundaise, est la tête de l'Association pour la protection des personnes détenues et des droits humains (Aprodeh). Les personnes interpellées "sont en prison pour des mobiles politiques" et "ils ont passé plusieurs jours en prison sans avoir été inculpés comme le prévoit la loi", selon M. Mbonimpa. Plusieurs cadres de l'UPD, un parti de dissidents proche de l'ancien leader du parti présidentiel burundais Hussein Radjabu ont été arrêtés samedi soir, selon des sources policières. Aucun responsable de la police n'a cependant voulu chiffrer le nombre de militants de l'opposition arrêtés depuis les élections communales du 24 mai. Selon des sources de l'opposition, une vingtaine de cadres et de militants des partis FNL, Frodebu, MSD et UPD ont été arrêtés depuis samedi à Bujumbura ainsi que dans plusieurs provinces du pays. Les ministres burundais de la Sécurité publique et de la Défense ont "mis en garde" mardi l'opposition qui conteste le résultat des communales, largement remportées par le parti au pouvoir selon les chiffres officiels, contre "toute perturbation de la sécurité et de l'ordre public". "Les commanditaires des actes (de Kinama et d'ailleurs) ont été arrêtés et ils devront répondre de leurs actes devant la justice, a précisé le ministre de la Sécurité publique, le général Alain Guillaume Bunyoni, en promettant une "tolérance zéro à l'encontre de tout malfaiteur durant cette période délicate des élections".